

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,

C. DESIR

—  
Note

*Session 2021-2022*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 285-1. — Rapport de commission, n° 285-2. — Texte adopté en séance plénière, n° 285-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 13 octobre 2021.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/33652]

**14 OKTOBER 2021. — Décret houdende bekrachtiging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 59 van 11 februari 2021 betreffende de steun aan de ontmoetings- en verblijfscentra in het kader van de tweede golf van de gezondheidscrisis COVID-19**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Enig artikel.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 59 van 11 februari 2021 betreffende de steun aan de ontmoetings- en verblijfscentra in het kader van de tweede golf van de gezondheidscrisis COVID-19, wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 14 november 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de regering om te reageren op de tweede golf van de "COVID-19"-gezondheidscrisis.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 oktober 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

*Zitting 2021-2022*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 285-1. — Commissieverslag, nr. 285-2. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr.285-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 13 oktober 2021.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/42966]

**14 OCTOBRE 2021. — Décret visant l'éthique sportive et instituant un observatoire de l'éthique dans les activités physiques et sportives, ainsi qu'un réseau éthique**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Définitions et champs d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, on entend par:

1. « Gouvernement »: le Gouvernement de la Communauté française;
2. « Conseil supérieur »: le Conseil supérieur des Sports institué par le décret du 20 octobre 2011 instituant le Conseil supérieur des Sports;
3. Décret du 3 mai 2019: le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française;
4. « Mouvement sportif organisé »: l'ensemble des fédérations sportives, fédérations sportives non-compétitives, fédération sportive handisport, associations sportives multidisciplinaires, association sportive handisport de loisir, association sportive dans l'enseignement supérieur et association du sport scolaire ainsi que leurs cercles tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> du décret du 3 mai 2019;
5. « Sportif (ve) »: personne physique affiliée par l'intermédiaire d'un cercle, d'une fédération ou une association, telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du décret du 3 mai 2019;

6. « Membre »: personne physique affiliée par l'intermédiaire d'un cercle à une fédération ou une association, telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du décret du 3 mai 2019;
7. « Arbitre »: personne physique affiliée à une fédération ou à une association sportive, chargée de la direction du déroulement d'une épreuve sportive, du respect des règlements établis par la fédération sportive et de la validation du résultat sportif, tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, du décret du 3 mai 2019;
8. « Cadre administratif »: personne employée des fonctions de direction, de gestion ou de secrétariat, tel que définie à l'article 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, du décret du 3 mai 2019;
9. « Cadre sportif »: personne employée à des fonctions pédagogiques, techniques ou d'organisation sportive, telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, du décret du 3 mai 2019;
10. « Ethique sportive »: l'ensemble des valeurs et normes positives que doivent observer le mouvement sportif organisé, les sportifs, les membres, les arbitres ainsi que les cadres sportifs et administratifs dans le cadre des activités physiques et sportives de nature compétitive ou non. L'Ethique sportive est basée, d'une part, sur la bonne gouvernance, l'égalité entre les hommes et les femmes, le fair-play, l'arbitrage, la déontologie et le développement durable et, d'autre part, sur la lutte contre toute situation de maltraitance, le harcèlement, toutes les formes de fraude et de tricherie;
11. « situation de maltraitance »: toute situation de violences physiques, de sévices corporels, d'abus sexuels, de violences psychologiques ou de négligences graves qui compromettent le développement physique, psychologique ou affectif. Une attitude ou un comportement maltraitant peut être intentionnel ou non, telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret du 12 mai 2004 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitance;
12. « Harcèlement »: la situation dans laquelle un comportement non désiré qui est lié à l'un des critères protégés d'une personne survient avec pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité et de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant, telle que définie à l'article 3, 6<sup>o</sup>, du décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;
13. « Critères protégés »: la nationalité, une prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, l'âge, l'orientation sexuelle, la conviction religieuse ou philosophique, un handicap, le sexe et les critères assimilés que sont la grossesse, l'accouchement et la maternité, ou encore le changement de sexe, l'identité de genre et l'expression de genre, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction politique, la langue, l'état de santé actuel ou futur, une caractéristique physique ou génétique, l'origine sociale ou la conviction syndicale, tels que définis à l'article 3, 1<sup>o</sup>, du décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;
14. « Fair-play »: une attitude ou un geste positif et éthique lié à la pratique sportive à un moment précis en un lieu donné;
15. « Observatoire »: Observatoire de l'éthique sportive dans les activités physiques et sportives, institué en application de l'article 2 du présent décret;
16. « Activité physique et sportive »: toute forme d'activité qui, au travers d'une participation organisée ou non, a pour objectif l'expression ou l'amélioration de la condition physique et psychique, le développement des relations sociales ou l'obtention de résultats en compétition de tous niveaux;
17. « Réseau éthique »: le réseau institué en vertu de l'article 14 du présent décret;
18. « Code d'éthique sportive »: le code visé aux articles 18 du présent décret;
19. « Charte sportive »: déclinaison du Code d'éthique sportive propre à une catégorie d'acteurs particulier au sein du Mouvement sportif organisé à savoir les sportifs, les membres, les arbitres, les cadres sportifs et les cadres administratifs;
20. « Ministre »: le Ministre qui a le Sport dans ses attributions.

## CHAPITRE 2. — *L'Observatoire de l'éthique sportive dans les activités physiques et sportives*

**Art. 2.** Un Observatoire est créé visant à encourager l'éthique sportive au sein du mouvement sportif organisé.

**Art. 3.** L'Observatoire a pour missions:

1. de rendre un avis, des analyses, des propositions et des recommandations d'action au Gouvernement sur toute question en lien avec l'éthique sportive. L'avis est rendu d'initiative ou à la demande du Gouvernement, du Ministre, du Conseil Supérieur ou du Réseau éthique;
2. d'appuyer les services du Gouvernement afin d'établir un dialogue permanent entre les acteurs du mouvement sportif organisé et les services, associations ou institutions compétentes ou actives dans les domaines liés à l'éthique sportive. L'objectif poursuivi par ce dialogue est de mener une réflexion sur les enjeux de toute sorte, liés à la pratique d'une activité physique et sportive et les anticiper;
3. d'évaluer et de faire évoluer le Code d'éthique sportive et ses chartes sportives en formulant des propositions au Ministre;
4. de formuler des propositions au Gouvernement sur des projets de recherche pouvant être soutenu, en veillant, dans la mesure du possible, à intégrer une démarche comparative intercommunautaire, voire interétatique s'il échet, selon la thématique envisagée.

Le Gouvernement détermine pour une période de deux ans les orientations prioritaires à traiter par l'Observatoire.

Le Gouvernement précise les modalités des missions énoncées dans les trois mois suivant le renouvellement de la composition de l'Observatoire.

**Art. 4.** Aux fins de remplir les missions visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, tous rapports, études ou recherches concernant l'activité physique et sportive réalisés à l'initiative de la Communauté française ou subsidiées par celle-ci, sont transmis à l'Observatoire.

**Art. 5.** Les avis de l'Observatoire sont motivés et élaborés à l'issue d'un débat contradictoire entre ses membres. Toutefois, en cas d'urgence ou dans des circonstances spécialement motivées, l'avis de l'Observatoire peut être élaboré par échanges au travers d'une procédure électronique.

**Art. 6.** L'Observatoire est composé de maximum seize personnes désignées par le Gouvernement sur propositions des institutions et instances en fonction de leurs compétences et de leur expertise dans le domaine de l'éthique sportive.

L'Observatoire est installé pour une durée de cinq ans. Il ne peut compter plus de deux tiers d'individus de même sexe.

L'Observatoire est composé:

1. d'un représentant par Universités subventionnées ou organisées par la Communauté française organisant un Master en sciences de la motricité;
2. d'un représentant désigné par l'Association Interfédérale du Sport Francophone;

3. d'un représentant désigné par l'Association des Etablissements Sportifs;
4. de trois représentants désignés par le Réseau éthique:
  - a) un référent issu des fédérations compétitives;
  - b) un référent issu des fédérations ou des associations non-compétitives;
  - c) un référent issu du handisport ou du sport adapté;
5. d'un représentant désigné par l'Organisation Nationale Anti-Dopage de la Communauté française;
6. d'un représentant désigné par la Commission Interfédérale du Corps Arbitral Francophone;
7. d'un représentant désigné par l'Association professionnelle Francophone des Journalistes Sportifs;
8. d'un représentant désigné par le Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant;
9. d'un représentant désigné par l'Institut pour l'égalité des Femmes et des Hommes;
10. d'un représentant désigné par UNIA;
11. de trois représentants de l'Administration dont l'Administrateur général ou son représentant;
12. d'un représentant de la Direction de l'Égalité des Chances du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française.

Les représentants mentionnés à l'alinéa 3, 9° et 10°, ont le statut d'invité permanent sans droit de vote.

Les membres de l'Observatoire ne peuvent siéger au sein du Conseil supérieur des sports.

Les membres de l'Observatoire siègent à titre personnel.

Les représentants désignés peuvent être accompagnés par un expert, sans droit de vote en fonction des thématiques abordées.

**Art. 7.** La désignation des membres de l'Observatoire s'effectue sur base d'un appel à candidatures lancé par le Gouvernement au sein de chaque organisation ou organisme visé à l'article 6, alinéa 3, qui en assure la publicité.

Le Gouvernement détermine les modalités de publicité de cet appel à candidatures qui débute le même jour dans chaque organisation ou organisme visé à l'article 6, alinéa 3, et ce, six mois avant l'expiration des postes à pourvoir et, pour la première fois, dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

Les candidatures sont adressées à chaque organisation ou organisme dans un délai de soixante jours calendrier à dater de la publication de l'appel.

Les candidatures comprennent les éléments suivants:

1. la motivation du candidat à siéger au sein de l'Observatoire;
2. la justification de sa compétence et expertise telles que précisées à l'article 6;
3. le curriculum vitae du candidat.

Chaque organisme et institution visé à l'article 6, alinéa 3, informe le Gouvernement des candidatures retenues.

Le Gouvernement désigne les membres dans les trente jours calendrier de la transmission des dossiers de candidatures recevables transmis par l'Administration et en informe les candidats retenus.

Les données collectées dans le cadre de l'appel à candidatures ne sont conservées que durant la période couverte par le mandat du membre désigné. Les données sont supprimées, par l'Administration, dès la fin de son mandat ou en cas de démission anticipée. Les données collectées pour les candidats non désignés sont supprimées au terme de la procédure de désignation des membres.

**Art. 8.** Le Gouvernement désigne le Président et le vice-Président de l'Observatoire parmi ses membres.

Le Président et le vice-Président assurent la coordination du travail de l'Observatoire avec l'appui de l'Administration en charge des sports.

**Art. 9.** L'Observatoire délibère valablement si au moins la moitié de ses membres sont présents. Ses décisions sont prises à la majorité absolue.

**Art. 10.** L'Observatoire arrête son règlement d'ordre intérieur à la majorité des trois-quarts des membres présents dans le mois de son installation. Le nombre minimal de réunions annuelles ne peut être inférieur à deux.

L'Observatoire soumet le projet de règlement d'ordre intérieur, ainsi que toute modification ultérieure qu'il entend y apporter, à l'approbation du Gouvernement dans les trente jours ouvrables à compter de la réception de la demande.

**Art. 11.** L'Observatoire communique au plus tard le 31 mars au Gouvernement un rapport d'activités sur l'année précédente. Il comprend les propositions d'actions du Réseau éthique visé à l'article 14.

Le Ministre transmet pour information ce rapport dans les 30 jours ouvrables au Gouvernement et au Parlement.

**Art. 12.** Le secrétariat de l'Observatoire est assuré par l'Administration en charge des Sports. Il développe toutes démarches visant à contribuer à la réalisation des missions de l'Observatoire.

**Art. 13.** Les membres de l'Observatoire, à l'exception des membres de l'Administration et du Ministère de la Communauté française, bénéficient, pour leur participation aux réunions annuelles, du remboursement des frais de parcours.

Le Gouvernement fixe le montant des indemnités de parcours.

### CHAPITRE 3. — Réseau éthique

**Art. 14.** Il est institué un Réseau éthique en Communauté française.

Le Réseau éthique a pour mission:

1. de favoriser les échanges d'informations et de bonnes pratiques en matière d'éthique sportive entre le mouvement sportif organisé et l'Observatoire;
2. de relayer, auprès de l'Observatoire toute problématique en matière d'éthique sportive rencontrée par les fédérations sportives, les associations sportives et les cercles dans leur pratique habituelle;
3. de s'assurer que le Code d'éthique sportive et ses chartes sportives sont appliquées au sein des fédérations sportives, des associations sportives et des cercles.

Le Réseau éthique se réunit au moins deux fois par an à l'initiative de l'Administration en charge des Sports.

Le secrétariat du Réseau éthique relaye les informations et les données récoltées vers le secrétariat de l'Observatoire.

Le Réseau éthique formule au Gouvernement des propositions d'actions visant à la promotion et au respect de l'éthique sportive au sein du mouvement sportif organisé.

Le Réseau éthique délibère valablement si au moins la moitié de ses membres sont présents. Ses décisions sont prises à la majorité absolue.

**Art. 15.** Le Réseau éthique est composé:

1. des personnes relais telles que définie à l'article 21, 16°, a), du décret du 3 mai 2019, appelés référents « Vivons Sport »;

2. de quatre représentants de l'Administration en charge des Sports.

Chaque membre dispose d'un droit de vote.

Le réseau peut inviter des membres de l'Observatoire et des experts, sans droit de vote, en fonction des thématiques abordées.

Le Gouvernement désigne le Président et le vice-Président du Réseau éthique parmi ses membres.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Au sein de la fédération ou de l'association sportive dont il est issu, le référent « Vivons Sport » est chargé:

1. de relayer les thématiques abordées au sein du réseau;

2. de relayer les demandes d'informations de l'Observatoire;

3. de s'assurer de la promotion et de la sensibilisation du Code d'éthique sportive et de ses chartes sportives;

4. de relayer les recommandations de l'Observatoire en matière d'éthique sportive;

5. de vérifier que toute personne employée par la fédération ou l'association dont il est issu et exerçant une activité d'animation ou d'encadrement de mineurs ait bien transmis, au moment de son engagement, l'extrait de casier judiciaire visé à l'article 596, alinéa 2 du Code d'Instruction Criminelle;

6. d'organiser un réseau composé des délégués « Vivons Sport » visés au paragraphe 2.

Les fédérations et les associations sportives intègrent au sein de leurs différentes règlementations la fonction de référent « Vivons sport ». Elles adoptent les dispositions nécessaires pour permettre aux référents de mener à bien les missions fixées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Les fédérations et associations sportives s'assurent que leurs cercles désignent un délégué « Vivons Sport » en leur sein. Il est chargé des missions suivantes:

1. de vérifier que toute personne employée par son cercle et exerçant une activité d'animation ou d'encadrement de mineurs ait bien transmis, au moment de son engagement, l'extrait de casier judiciaire visé à l'article 596, alinéa 2 du Code d'Instruction Criminelle;

2. d'assurer la promotion du Code d'éthique sportive et de ses chartes sportives auprès des membres et des sportifs de son cercle;

3. de relayer auprès de son ou ses référents « Vivons Sport » toutes problématiques relevant de l'éthique sportive ainsi que toutes les initiatives prises par son cercle en vue de promouvoir l'éthique sportive;

4. d'assurer la promotion ou l'implémentation des actions menées par sa fédération ou son association sportive ou proposée par le Réseau éthique.

Plusieurs cercles peuvent se regrouper en association de fait afin de désigner un seul délégué « Vivons sport » chargé des missions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Chaque cercle doit en avvertir la fédération ou l'association sportive dont il relève.

**Art. 17.** Le secrétariat du Réseau éthique est assuré par l'Administration en charge des Sports qui procède aux tâches suivantes:

1. la convocation et la préparation des réunions annuelles;

2. la transmission des documents aux membres du Réseau éthique;

3. la rédaction d'un procès-verbal motivé au cours de chaque réunion;

4. la rédaction du rapport annuel transmis à l'Observatoire au plus tard le 31 janvier;

5. l'élaboration de l'ordre du jour des réunions annuelles.

Le Réseau éthique arrête son règlement d'ordre intérieur à la majorité des trois-quarts des membres présents dans le mois de son installation.

#### CHAPITRE 4. — *Code d'éthique sportive*

**Art. 18.** Sur proposition de l'Observatoire, le Gouvernement adopte un Code d'éthique sportive et d'éventuelles chartes sportives. Ce Code est intitulé « Vivons Sport ».

Le mouvement sportif organisé intègre le Code d'éthique sportive et ses chartes sportives au sein de ses différents règlements. Il prend les mesures nécessaires pour en assurer la promotion auprès et par ses cercles, ses membres, ses arbitres, ses cadres sportifs et administratifs.

#### CHAPITRE 5. — *Dispositions communes*

**Art. 19.** Le Gouvernement détermine les modalités d'évaluation du décret. L'évaluation doit avoir lieu tous les cinq ans.

#### CHAPITRE 6. — *Dispositions finales, transitoires, modificatives et abrogatoires*

**Art. 20.** Le décret du 20 mars 2014 portant diverses mesures en faveur de l'éthique dans le sport en ce compris l'élaboration du Code d'éthique sportive et la reconnaissance et le subventionnement d'un comité éthique est abrogé.

Le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française et les dispositions suivantes sont adaptées en conséquence:

1. l'article 2;

2. l'article 20, § 2, 2°;

3. l'article 21, 15°.

**Art. 21.** A titre transitoire, le Code d'éthique sportive visé à l'article 3, 1°, du décret du 20 mars 2014 portant diverses mesures en faveur de l'éthique dans le sport en ce compris l'élaboration du Code d'éthique sportive et la reconnaissance et le subventionnement d'un comité éthique reste d'application jusqu'à l'adoption du Code d'éthique sportive visé à l'article 18.

**Art. 22.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, 14 octobre 2021.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances  
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—————  
Note

*Session 2021-2022*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 276-1. — Rapport de commission, n° 276-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 276-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 13 octobre 2021.

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/42966]

#### 14 OKTOBER 2021. — Decreet over sportethiek en tot oprichting van een waarnemingscentrum voor ethiek bij lichamelijke en sportactiviteiten, alsmede van een ethisch netwerk

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

#### HOOFDSTUK 1. — *Definities en toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1. "Regering": de Regering van de Franse Gemeenschap;
2. "Hoge Raad": de Hoge Raad voor Sport die is opgericht bij het decreet van 20 oktober 2011 tot oprichting van de Hoge Raad voor Sport;
3. "Decreet van 3 mei 2019": het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging;
4. "Georganiseerde sportbeweging": alle sportfederaties, niet-competitieve sportfederaties, sportfederatie voor gehandicapten, multidisciplinaire sportverenigingen, vrijetijdssportvereniging voor gehandicapten, sportverenigingen in het hoger onderwijs en schoolsportvereniging, alsook hun kringen zoals gedefinieerd in artikel 1, 4° van het decreet van 3 mei 2019;
5. "Sporter": een natuurlijke persoon die is aangesloten via een kring, federatie of vereniging, zoals gedefinieerd in artikel 1, 5°, van het decreet van 3 mei 2019;
6. "Lid": een natuurlijke persoon die via een kring is aangesloten bij een federatie of vereniging, zoals omschreven in artikel 1, 6°, van het decreet van 3 mei 2019;
7. "Scheidsrechter": een natuurlijke persoon, verbonden aan een sportfederatie of -vereniging, belast met het leiden van het verloop van een sportevenement, het toezien op de naleving van de door de sportfederatie vastgestelde reglementen en het valideren van het sportresultaat, zoals omschreven in artikel 1, 7°, van het decreet van 3 mei 2019;
8. "administratief kaderlid": een persoon die een bestuurs-, beheers- of secretariaatsambt uitoefent, zoals omschreven in artikel 1, 9°, van het decreet van 3 mei 2019;
9. "Sportkaderlid": een persoon die een pedagogisch, technisch of sport-organisatorisch ambt uitoefent, zoals omschreven in artikel 1, 10°, van het decreet van 3 mei 2019;
10. "sportethiek": het geheel van positieve waarden en normen die door de georganiseerde sportbeweging, sporters, leden, scheidsrechters en sport- en bestuursbegleiders in acht moeten worden genomen in het kader van lichamelijke en sportieve activiteiten, al dan niet in wedstrijdverband. Sportethiek is enerzijds gebaseerd op goed bestuur, gendergelijkheid, fair play, scheidsrechtzaken, ethiek en duurzame ontwikkeling, en anderzijds op de bestrijding van alle vormen van misbruik, intimidatie, fraude en bedrog;
11. "situatie van misbruik": elke situatie van fysiek geweld, lichamelijk misbruik, seksueel misbruik, psychisch misbruik of ernstige verwaarlozing waardoor de lichamelijke, psychische of emotionele ontwikkeling in gevaar wordt gebracht. Een misbruikende houding of misbruikend gedrag kan opzettelijk of onopzettelijk zijn, zoals omschreven in artikel 1, 4°, van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulp aan minderjarige slachtoffers van misbruik;

12. "Stalking": de situatie waarin zich ongewenst gedrag voordoet dat verband houdt met een van de beschermde criteria van een persoon en tot doel of gevolg heeft dat zijn waardigheid wordt aangetast en een bedreigende, vijandige, beledigende, vernederende of kwetsende omgeving wordt gecreëerd, zoals gedefinieerd in artikel 3, 6°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de strijd tegen bepaalde vormen van discriminatie

13. "Beschermde criteria": nationaliteit, vermeend ras, huidskleur, afstamming of nationale of etnische afkomst, leeftijd, seksuele geaardheid, godsdienstige of levensbeschouwelijke overtuiging, handicap, geslacht en de daarmee samenhangende criteria zwangerschap, bevalling en moederschap, of verder geslachtsverandering, genderidentiteit en genderexpressie, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, politieke overtuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, een fysieke of genetische eigenschap, sociale herkomst of syndicale overtuiging, zoals gedefinieerd in artikel 3, 1°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de strijd tegen bepaalde vormen van discriminatie;

14. "Fair play" wordt verstaan een positieve en ethische houding of gebaar met betrekking tot de beoefening van sport op een bepaald tijdstip op een bepaalde plaats;

15. "Waarnemingscentrum": het Waarnemingscentrum voor sportethiek bij lichamelijke en sportactiviteiten, opgericht overeenkomstig artikel 2 van dit decreet;

16. "Lichamelijke en sportieve activiteit": elke vorm van activiteit die, door middel van al dan niet georganiseerde deelname, ten doel heeft de lichamelijke en geestelijke geschiktheid tot uitdrukking te brengen of te verbeteren, de sociale betrekkingen te ontwikkelen of resultaten te behalen in wedstrijdverband, op welk niveau dan ook;

17. "Ethisch netwerk": het bij artikel 14 van dit decreet ingestelde netwerk;

18. "Code voor sportethiek": de code als bedoeld in artikel 18 van dit decreet;

19. "Sporthandvest": een variant van de ethische code voor de sport die specifiek is voor een bepaalde categorie actoren binnen de georganiseerde sportbeweging, namelijk sporters, leden, scheidsrechters, sportbegeleiders en Administratieve begeleiders;

20 "Minister": de minister die verantwoordelijk is voor Sport.

#### HOOFDSTUK 2. — *Het Waarnemingscentrum voor sportethiek bij lichamelijke en sportactiviteiten*

**Art. 2.** Er wordt een Waarnemingscentrum opgericht om de sportethiek binnen de georganiseerde sportbeweging te bevorderen.

**Art. 3.** Het waarnemingscentrum heeft de volgende opdrachten:

1. de Regering advies uit te brengen, analyses te verrichten, voorstellen te doen en aanbevelingen te doen voor maatregelen met betrekking tot alle kwesties die verband houden met sportethiek. Het advies wordt uitgebracht op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, de minister, de raad van bestuur of het ethisch netwerk;

2. de overheidsdiensten te ondersteunen bij de totstandbrenging van een permanente dialoog tussen de actoren van de georganiseerde sportbeweging en de diensten, verenigingen of instellingen die bevoegd of actief zijn op de gebieden die verband houden met de ethiek van de sport. Doel van deze dialoog is na te denken over en vooruit te lopen op allerlei vraagstukken in verband met de beoefening van lichamelijke en sportactiviteiten;

3. de code voor sportethiek en de sporthandvesten te evalueren en verder te ontwikkelen door voorstellen aan de minister te doen;

4. aan de Regering voorstellen te doen voor onderzoeksprojecten die voor steun in aanmerking komen, en er daarbij zoveel mogelijk voor te zorgen dat een intercommunautaire of zelfs interstatelijke vergelijkende aanpak wordt gevolgd, afhankelijk van het beoogde thema.

De Regering bepaalt voor een periode van twee jaar de prioritaire richtsnoeren die door het Waarnemingscentrum moeten worden behandeld.

Binnen drie maanden na de vernieuwing van de samenstelling van het Waarnemingscentrum specificeert de Regering de details van de omschreven opdrachten.

**Art. 4.** Met het oog op de vervulling van de opdrachten bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, worden alle verslagen, studies of onderzoeken in verband met de beoefening van lichamelijke en sportactiviteiten die op initiatief van de Franse Gemeenschap worden uitgevoerd of door haar worden gesubsidieerd, aan het Waarnemingscentrum overgemaakt.

**Art. 5.** De adviezen van het Waarnemingscentrum worden gemotiveerd en opgesteld na een debat tussen zijn leden. In geval van urgentie of in bijzondere gemotiveerde omstandigheden kan het advies van het Waarnemingscentrum echter via een elektronische procedure worden uitgewisseld.

**Art. 6.** Het waarnemingscentrum bestaat uit ten hoogste zestien personen die door de Regering worden benoemd op basis van voorstellen van instellingen en instanties met het oog op hun bekwaamheid en deskundigheid op het gebied van sportethiek.

Het Waarnemingscentrum wordt opgericht voor een periode van vijf jaar. Niet meer dan twee derden van de leden mag van hetzelfde geslacht zijn.

Het Waarnemingscentrum bestaat uit:

1. een vertegenwoordiger per door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde of georganiseerde universiteit die een master in de motorwetenschappen organiseert;

2. een vertegenwoordiger aangewezen door de Association Interfédérale du Sport Francophone;

3. een vertegenwoordiger aangewezen door de Association des Etablissements Sportifs;

4. drie door het Ethisch netwerk aangewezen vertegenwoordigers:

a) een referent van de concurrerende federaties;

b) een referent van de niet-competitieve federaties of verenigingen;

c) een referent op het gebied van de gehandicaptensport of de aangepaste sport;

5. een vertegenwoordiger aangeduid door de Organisation Nationale Anti-Dopage de la Communauté française;

6. een vertegenwoordiger aangewezen door de Commission Interfédérale du Corps Arbitral Francophone;

7. een vertegenwoordiger aangewezen door de Association professionnelle Francophone des Journalistes Sportifs;

8. een vertegenwoordiger aangewezen door de Algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de Rechten van het Kind;
9. een vertegenwoordiger benoemd door het Institut pour l'égalité des Femmes et des Hommes;
10. een door UNIA aangewezen vertegenwoordiger;
11. drie vertegenwoordigers van de Administratie, onder wie de administrateur-generaal of zijn vertegenwoordiger;
12. een vertegenwoordiger van de Directie Gelijke Kansen van het Secretariaat-Generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De vertegenwoordigers bedoeld in paragraaf 3, 9<sup>o</sup> en 10<sup>o</sup> hebben de hoedanigheid van permanente genodigden zonder stemrecht.

Leden van het Waarnemingscentrum mogen geen zitting hebben in de Hoge Raad voor Sport.

De leden van het Waarnemingscentrum dienen op persoonlijke titel.

De aangewezen vertegenwoordigers kunnen zich laten vergezellen door een deskundige, zonder stemrecht, naar gelang van de behandelde aangelegenheden.

**Art. 7.** De benoeming van de leden van het Waarnemingscentrum geschiedt op basis van een oproep tot kandidaatstelling die door de Regering wordt gedaan bij elke organisatie of elk orgaan als bedoeld in artikel 6, lid 3, die voor de nodige bekendmaking ervan zorgen.

De Regering bepaalt de wijze van bekendmaking van deze oproep tot kandidaatstelling, die op dezelfde dag aanvangt in elke organisatie of instelling als bedoeld in artikel 6, derde lid, en wel zes maanden vóór het verstrijken van de posten waarin moet worden voorzien en, voor het eerst, binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

De kandidaatstellingen worden binnen 60 kalenderdagen na de bekendmaking van de oproep aan elke organisatie of instelling toegezonden.

De kandidaatstellingen omvatten de volgende elementen:

1. de motivatie van de kandidaat om lid te worden van het Waarnemingscentrum;
2. de rechtvaardiging van zijn/haar bekwaamheid en deskundigheid als gespecificeerd in artikel 6;
3. het curriculum vitae van de kandidaat.

Elk orgaan en elke instelling als bedoeld in artikel 6, lid 3, stelt de Regering in kennis van de geslaagde kandidaten.

De Regering benoemt de leden binnen dertig kalenderdagen na de toezending van de door de Administratie toegezonden ontvankelijke kandidaatstellingen en stelt de geselecteerde kandidaten daarvan in kennis.

De gegevens die in het kader van de sollicitatieoproep worden verzameld, worden slechts bewaard voor de duur van het mandaat van het benoemde lid. De gegevens worden door de Administratie vernietigd aan het einde van het mandaat of in geval van vervroegd ontslag. De gegevens die zijn verzameld voor kandidaten die niet zijn benoemd, worden aan het eind van de benoemingsprocedure van de leden vernietigd.

**Art. 8.** De Regering benoemt uit haar midden de voorzitter en de ondervoorzitter van het Waarnemingscentrum.

De voorzitter en de ondervoorzitter coördineren de activiteiten van het Waarnemingscentrum met de steun van de Administratie die bevoegd is voor sport.

**Art. 9.** De beraadslagingen van het Waarnemingscentrum zijn geldig indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig is. Zijn besluiten worden met absolute meerderheid genomen.

**Art. 10.** Het Waarnemingscentrum stelt binnen een maand na zijn oprichting zijn huishoudelijk reglement vast met een drievierde meerderheid van de aanwezige leden. Het minimumaantal jaarlijkse bijeenkomsten mag niet minder dan twee bedragen.

Het Centrum legt het ontwerp van huishoudelijk reglement, alsmede de latere wijzigingen die het voornemens is aan te brengen, binnen dertig werkdagen na ontvangst van het verzoek ter goedkeuring aan de Regering voor.

**Art. 11.** Het Waarnemingscentrum dient uiterlijk op 31 maart bij de Regering een activiteitenverslag over het voorgaande jaar in. Het omvat de in artikel 14 bedoelde actievoorstellen van het ethisch netwerk.

De minister zendt dit verslag binnen 30 werkdagen ter informatie aan de Regering toe en aan het Parlement.

**Art. 12.** Het secretariaat van het Waarnemingscentrum wordt verzorgd door de Administratie die belast is met sport. Het ontwikkelt alle maatregelen die moeten bijdragen tot de verwezenlijking van de opdrachten van het Waarnemingscentrum.

**Art. 13.** De leden van het Waarnemingscentrum, met uitzondering van de leden van de Administratie en van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, genieten de terugbetaling van hun reiskosten voor hun deelname aan de jaarlijkse vergaderingen.

De Regering bepaalt het bedrag van de reiskostenvergoedingen vast.

#### HOOFDSTUK 3. — *Ethisch netwerk*

**Art. 14.** In de Franse Gemeenschap wordt een Ethisch netwerk opgericht.

De opdracht van het Ethisch netwerk is om:

1. de uitwisseling van informatie en beste praktijken op het gebied van sportethiek tussen de georganiseerde sportbeweging en het Waarnemingscentrum te bevorderen;
2. aan het Waarnemingscentrum verslag uit te brengen over alle problemen op het gebied van sportethiek waarmee sportfederaties, sportverenigingen en kringen in hun gebruikelijke praktijk worden geconfronteerd;
3. erop toe te zien dat de code voor sportethiek en de bijbehorende sporthandvesten binnen de sportfederaties, sportverenigingen en sportkringen worden toegepast.

Het Ethisch netwerk komt ten minste tweemaal per jaar bijeen op initiatief van de Administratie die bevoegd is voor sport.

Het secretariaat van het Ethisch netwerk geeft de verzamelde informatie en gegevens door aan het secretariaat van het Waarnemingscentrum.

Het Ethisch netwerk doet voorstellen aan de Regering voor acties ter bevordering en eerbiediging van de ethiek van de sport in de georganiseerde sportbeweging.

Het Ethisch netwerk beraadslaagt geldig indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig is. Zijn besluiten worden met absolute meerderheid genomen.

**Art. 15.** Het Ethisch netwerk bestaat uit:

1. relaispersonen als bedoeld in artikel 21, 16°, a), van het decreet van 3 mei 2019, "Vivons Sport"-referenten genoemd;
2. vier vertegenwoordigers van de Administratie belast met sport.

Elk lid heeft één stem.

Het netwerk kan leden van het Waarnemingscentrum en deskundigen zonder stemrecht uitnodigen, afhankelijk van de behandelde onderwerpen.

De Regering benoemt uit haar midden de voorzitter en de ondervoorzitter van het Ethisch netwerk.

**Art. 16.** § 1. Binnen de federatie of sportvereniging waaruit hij afkomstig is, is de "Vivons Sport"-referent verantwoordelijk voor:

1. het doorgeven binnen het netwerk behandelde thema's;
2. het doorgeven van de aanvragen om informatie van het Waarnemingscentrum;
3. het zorgen voor de bevordering en de bekendheid van de ethische code voor sport en de bijhorende sporthandvesten;
4. het doorgeven van de aanbevelingen van het Waarnemingscentrum inzake sportethiek;
5. het nagaan of eenieder die werkzaam is bij de federatie of vereniging waarvan hij of zij afkomstig is en die betrokken is bij de animatie van of het toezicht op minderjarigen, bij zijn of haar indiensttreding het uittreksel uit het strafregister, bedoeld in artikel 596, lid 2, van het Wetboek van Strafvordering, heeft ingezonden;
6. het organiseren van het netwerk bestaande uit de in lid 2 bedoelde afgevaardigden van "Vivons Sport".

Sportfederaties en -verenigingen nemen het ambt van de "Vivons sport"-referent op in hun verschillende reglementen. Zij stellen de nodige bepalingen vast om de referenten in staat te stellen de in lid 1 genoemde opdrachten uit te voeren.

§ 2. De sportfederaties en -verenigingen zorgen ervoor dat hun kringen uit hun midden een afgevaardigde voor "Vivons Sport" aanwijzen. Hij is verantwoordelijk voor de volgende opdrachten:

1. na te gaan of elke persoon die in zijn kring werkzaam is en een activiteit van animatie of toezicht op minderjarigen uitoefent, bij zijn aanwerving het uittreksel uit het strafregister, bedoeld in artikel 596, lid 2, van het Wetboek van Strafvordering, heeft overgelegd;
2. de Code voor Sportethiek en zijn sporthandvesten onder de leden en de sporters van zijn kring te bevorderen;
3. aan zijn contactpersoon (-personen) "Vivons Sport" alle kwesties in verband met de ethiek van de sport, alsook alle initiatieven die door zijn kring ter bevordering van de ethiek van de sport worden genomen, door te geven;
4. te zorgen voor de bevordering of uitvoering van acties die door zijn federatie of sportvereniging worden uitgevoerd of door het Ethisch netwerk worden voorgesteld.

Verscheidene kringen kunnen een feitelijke vereniging vormen om een enige "Vivons sport"-afgevaardigde aan te wijzen voor de uitvoering van de in het eerste lid bedoelde opdrachten. Elke kring moet de sportfederatie of sportvereniging waarvan hij deel uitmaakt, daarvan in kennis stellen.

**Art. 17.** Het secretariaat van het Ethisch netwerk wordt gevoerd door de Administratie belast met sport, die de volgende opdrachten heeft:

1. het bijeenroepen en voorbereiden van de jaarvergaderingen;
2. de toezending van documenten aan de leden van het Ethisch netwerk;
3. de opstelling van met redenen omklede notulen tijdens elke zitting;
4. de opstelling van het jaarverslag, dat uiterlijk op 31 januari bij het Waarnemingscentrum moet worden ingediend;
5. het opstellen van de agenda voor de jaarvergaderingen.

Het Ethisch netwerk stelt binnen een maand na zijn oprichting zijn huishoudelijk reglement vast met een drievierde meerderheid van de aanwezige leden.

#### HOOFDSTUK 4. — *Code voor sportethiek*

**Art. 18.** Op voorstel van het Waarnemingscentrum stelt de Regering een code voor sportethiek en eventuele sporthandvesten vast. Deze Code is getiteld "Vivons Sport".

De georganiseerde sportbeweging neemt de code voor sportethiek en haar sporthandvesten op in haar verschillende reglementen. Zij neemt de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat de code wordt bevorderd bij en door haar kringen, leden, scheidsrechters, sport- en administratief begeleiders.

#### HOOFDSTUK 5. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

**Art. 19.** De Regering bepaalt de nadere regels voor de evaluatie van het decreet. De evaluatie vindt om de vijf jaar plaats.



## HOOFDSTUK 6. — Slot-, overgangs-, wijzigings- en opheffingsbepalingen

**Art. 20.** Het decreet van 20 maart 2014 houdende verschillende maatregelen inzake sportethiek, met inbegrip van het opmaken van de Code voor sportethiek en de erkenning en de subsidiëring van een comité voor sportethiek, wordt opgeheven.

Het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging en de volgende bepalingen worden dienovereenkomstig aangepast:

1. artikel 2;
2. artikel 20, § 2, 2°;
3. artikel 21, 15°.

**Art. 21.** Bij wijze van overgangsmaatregel blijft de Code voor sportethiek bedoeld in artikel 3, 1°, van het decreet van 20 maart 2014 houdende verschillende maatregelen inzake sportethiek, met inbegrip van het opmaken van de Code voor sportethiek en de erkenning en de subsidiëring van een comité voor sportethiek, van kracht tot de aanneming van de in artikel 18 bedoelde Code voor sportethiek.

**Art. 22.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 oktober 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen  
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vice-Presidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

Nota

*Zitting 2021-2022*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 276-1. — Commissieverslag, nr. 276-2. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 276-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 13 oktober 2021.

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2021/33713]

## Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 17 octobre 2021, monsieur Frank HENDRICKX est nommé agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1<sup>er</sup> juin 2021.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 BRUXELLES.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2021/33713]

## Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 17 oktober 2021, wordt de heer Frank HENDRICKX benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken in een betrekking van het Nederlandse taalkader, met ingang van 1 juni 2021.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat, 33 te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2021/42977]

## Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 17 octobre 2021, monsieur Yves HOLSTER est nommé agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Intérieur dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2021.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 BRUXELLES.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2021/42977]

## Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 17 oktober 2021, wordt de heer Yves HOLSTER benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken in een betrekking van het Nederlandse taalkader, met ingang van 1 september 2021.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat, 33 te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.